

TRIBUNE

La conférence de Brazzaville de 1944, une étonnante modernité !

L'année 2020 marque un triple anniversaire du général de Gaulle, le 130^e anniversaire de sa naissance le 22 novembre 1890, les 80 ans de l'Appel du 18 juin ainsi que le 50^{ème} anniversaire de sa disparition le 9 novembre 1970. Trois dates, trois raisons de commémorer celui qui, à plusieurs reprises, a incarné l'honneur de la France, restauré l'autorité de l'État en lui donnant des institutions nouvelles adaptées et proposé une nouvelle voie politique aux peuples aspirés par la logique d'indépendance et de souveraineté.

Cette nouvelle voie s'ouvre avec la Conférence de Brazzaville de 1944 aujourd'hui considérée comme le premier acte de l'émancipation de l'Afrique francophone. Dans le contexte de crise que nous traversons aujourd'hui, avec à la clé une montagne prévisible de souffrances matérielles et morales en France, comme en Afrique, cette conférence de 1944 apparaît comme d'une étonnante modernité.

D'abord elle montre la nécessité de préparer l'avenir alors que la crise n'est pas terminée. En janvier 1944, au moment où s'ouvre cette conférence à Brazzaville capitale de l'AEF d'où sont parties les premières forces armées de la France Libre, rien n'est joué sur le plan militaire, même si la capitulation allemande à Stalingrad et la préparation du Débarquement allié permettent d'envisager une issue heureuse pour les démocraties.

Depuis décembre 1943, la guerre est aussi africaine, le Corps expéditionnaire français, composé essentiellement de troupes de l'Armée d'Afrique, est en effet engagé sur le front d'Italie aux côtés des Américains. Douze jours avant la séance inaugurale du 30 janvier commence la première bataille du Monte Cassino où l'Armée d'Afrique va sauver l'honneur de nos armes. D'où le discours du Général qui rend hommage aux nombreux jeunes africains qui se sont engagés pour défendre la France et qui souligne le rôle crucial de l'Afrique depuis le début de la guerre.

De là parler d'émancipation des colonies d'Afrique, il fallait alors oser. A cette époque, l'indépendance de ces colonies n'est pas du tout au centre des préoccupations des responsables politiques et des intellectuels français, tout à la libération de la France ou à la collaboration avec l'Allemagne nazie. A quelques exceptions près, les milieux d'affaires français en Afrique ne cachèrent pas leur mécontentement. Les plus conservateurs d'entre eux rejetteront en bloc la suppression progressive du code de l'indigénat annoncée à l'issue de la conférence. L'attitude des fonctionnaires d'autorité ne fut pas très différente, du moins en 1944. Peu enclins à modifier leurs jugements ou leurs pratiques, la plupart des administrateurs coloniaux cachèrent mal leur scepticisme ou leur opposition.

Soucieux avant tout de réaffirmer l'Etat, De Gaulle n'avait pas invité les Africains. Cela lui sera reproché, mais qui parlait d'indépendance à cette époque et combien d'Africains osaient même à cette date l'espérer ?

Cela viendra après car, outre son influence sur la constitution de l'Union française en 1946, la principale originalité de cet événement constructeur d'avenir a été de contribuer, par la présence d'élus africains dans les assemblées parlementaires de la métropole, à l'éclosion d'une élite politique apte à diriger les futurs États indépendants de l'Afrique française, tels Amadou Lamine-Gueye et Léopold Sédar Senghor (Sénégal), Félix Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire), Modibo Keita (Mali), Émile Derlin Zinsou (Dahomey, actuel Bénin) ou encore Ahmadou Ahidjo (Cameroun), qui tous représenteront les colonies dans différents postes.

76 ans après, le message de lucidité dans l'anticipation porté par la Conférence de Brazzaville reste fort et son actualité réelle. La triple peine, sanitaire, économique et humanitaire, que subit aujourd'hui l'Afrique avec la Covid-19 nous incite à plus de solidarité et à une coopération plus solide avec le continent pour accompagner les élites africaines dans leur volonté de prendre en charge leur propre développement.

Comme le disent ces élites, le principal enseignement à moyen terme de la crise de la Covid-19 devrait être le constat pour l'Afrique qu'elle continuera d'être d'autant plus vulnérable aux chocs exogènes qu'elle ne trouvera pas elle-même de réponse structurelle aux défis de son développement. Soyons à leurs côtés, et non devant, et appuyons leurs efforts dans ce sens avec la conviction que le futur ne manque pas d'avenir. Sortons de notre zone de confort et, comme le disait le Général de Gaulle, faisons évoluer notre relation avec l'Afrique vers « la route des temps nouveaux ». Dans ce contexte, la France doit affirmer clairement qu'elle est désireuse de continuer à écrire avec l'Afrique une histoire partagée que beaucoup souhaitent sans toujours vouloir le dire.

Patrick SEVAISTRE

Membre de l'Académie des Sciences d'Outre-mer

TRIBUNE

La conférence de Brazzaville de 1944, une étonnante modernité !

Le 2000 marque un triple anniversaire du général de Gaulle, le 130^e anniversaire de sa naissance le 22 novembre 1850, les 80 ans de l'Appel du 18 juin ainsi que le 50^e anniversaire de sa disparition le 9 novembre 1970. Trois dates, trois raisons de commémorer celui qui, à plusieurs reprises, a incarné l'honneur de la France, restauré l'autorité de l'État en lui donnant des institutions nouvelles adaptées et proposé une nouvelle voie politique aux peuples aspirés par la logique d'indépendance et de souveraineté.

Cette nouvelle voie s'ouvre avec la Conférence de Brazzaville de 1944 aujourd'hui considérée comme le premier acte de libération de l'Afrique française. Dans le contexte de crise que nous traversons aujourd'hui, avec à la clé une montagne probable de souffrances matérielles et morales en France, comme en Afrique, cette conférence de 1944 apparaît comme d'une actualité moderne.

L'histoire elle-même la nécessité de préparer l'avenir alors que la crise n'est pas terminée. En janvier 1944, au moment où s'ouvre cette conférence à Brazzaville capitale de l'UNEF d'où sont parties les premières forces armées de la France Libre, rien n'est joué sur le plan militaire, même si la capitulation allemande à Stalingrad et la préparation du débarquement allaient permettre d'éviter une issue désastreuse pour les allemands.

Depuis décembre 1940, la guerre est aussi africaine, le Corps expéditionnaire français, composé essentiellement de troupes de l'Armée d'Afrique, est en effet engagé sur le front d'Italie aux côtés des Américains. Deux jours avant la séance inaugurale du 30 janvier commencent la premières batailles du Monte Cassino où l'Armée d'Afrique va sauver l'honneur de nos armes. C'est le discours du Général qui rend hommage aux nombreux jeunes africains qui se sont engagés pour défendre la France et qui souligne le rôle crucial de l'Afrique depuis le début de la guerre.

De la guerre d'indépendance des colonies d'Afrique, il fallait alors parler. A cette époque, l'indépendance de nos colonies n'est pas du tout au centre des préoccupations des responsables politiques et des intellectuels français, tout à la libération de la France ou à la collaboration avec l'Allemagne nazie. A quelques exceptions près, les milieux d'Afrique française en Afrique ne cachent pas leur mécontentement. Les plus conservateurs craignent une explosion ou bien la suppression progressive de toute l'indépendance acquise à la base de la conférence. L'attitude des fonctionnaires colonial n'est pas très différente, de moins en 1944. Ils continuent à modifier leurs jugements ou leurs pratiques, le plupart des administrateurs militaires cachent mal leur opposition.

Quelques années avant de rejoindre l'Etat, De Gaulle n'est pas aimé en Afrique. C'est à son reproche, mais qui parle d'indépendance à cette époque et combien d'Africains osent même à cela dans l'empire ?

Deux semaines après cela, outre son influence sur la constitution de l'Union française en 1946, la principale originalité de cet événement consistait d'avoir été « à la fois de concertation, par la présence d'élus africains dans les assemblées parlementaires de la métropole, à l'élaboration d'une ligne politique à diriger les futurs Etats indépendants de l'Afrique française, les Amiraux Lamine-Guèye et Léopold Sédar Senghor (Sénégal), Félix Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire), Modibo Keita (Mali), Émile Dierks Bessou (Tchad, actuel Tchad) ou encore Ahmadou Ahadjé (Cameroun), qui leur représenteront les intérêts dans différents pays.

70 ans après, le message de laïcité dans l'indépendance porté par la Conférence de Brazzaville reste fort et son actualité élevée. La triple peine, matérielle, économique et humanitaire, que subit aujourd'hui l'Afrique avec la Covid-19 nous invite à plus de solidarité et à une coopération plus solide avec le continent pour accompagner les États africains dans leur volonté de progresser en charge leur propres développements.

Dans ce climat, ces 70 ans, le principal enseignement à tirer de la sortie de la Covid-19 devrait être le constat pour l'Afrique qu'elle continuera d'être d'autant plus vulnérable aux crises régionales qu'elle ne trouvera pas elle-même de réponses structurantes aux défis de son développement. Beyond le virus, et non de moins, et aggrave leurs effets dans ce sens avec la conviction que le futur ne marque pas d'attente. Soitons de notre zone de confort et, comme le disait le Général de Gaulle, faisons évoluer notre relation avec l'Afrique vers « la route des temps nouveaux ». Dans ce contexte, la France doit affirmer clairement qu'elle est déterminée de continuer à être avec l'Afrique une histoire partagée que beaucoup souhaitent avec toujours vouloir le dire.

Patrick SEYASTRE

Membre de l'Académie des Sciences d'Outre-mer

INSERTION PROFESSIONNELLE

Mise en place d'une plateforme de dialogue universités/écoles-entreprises

La première session sera mise en place d'un cadre de concertation permanente universités/écoles-entreprises s'est tenu du 27 au 29 octobre à Brazzaville par vidéoconférence et une participation présentielle au siège de l'Unicef, sous la supervision du ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean-Baptiste Bessou.

Au terme de cette réflexion de trois jours, les participants ont adopté un document de base qui servira de cadre pour la mise en place d'un cadre de dialogue entre les universités/écoles et le monde des entreprises en vue de l'amélioration de la formation, la fin de l'employabilité des étudiants grâce à l'acquisition de leurs formations avec les besoins des entreprises.

Le constat général fait par les étudiants, les universitaires et les entreprises, le ressort : les difficultés des étudiants à obtenir les stages dans les entreprises ; la difficulté des étudiants pour l'insertion dans les entreprises ; la sous-évaluation par les entreprises du niveau des étudiants formés au Congo ; la faible offre d'alternance de relations entre les entreprises et les universités/écoles. La principale mission de la plateforme est de renforcer, favoriser et faciliter les relations entreprises-universités et écoles. De ces missions pourront découler



Les participants

des partenariats profitables aux deux parties, à travers la structuration des entreprises dans l'élaboration des contenus des programmes de formation des étudiants et l'implémentation des cadres des entreprises dans les arrangements des universités/écoles, afin de mieux les intégrer dans leur mission de formation. Par ailleurs, cette plateforme permettra également d'améliorer la qualité des étudiants regardés par les entreprises pour les stages et les diplômés en quête d'emploi en vue de contribuer efficacement à l'amélioration des performances de l'économie.

Outre les travaux, le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean-Baptiste Bessou, a précisé qu'aujourd'hui la prise de conscience est que le monde est un grand stage ouvert et que cette prise de conscience implique comme impératif, la compétence, la performance, l'efficacité, la flexibilité, la réactivité. De même, elle nous oblige à regarder notre système éducatif, notre système, bien sûr, car il est au service du développement, mais qu'il est aussi en parfaite adéquation avec l'employabilité.

Guillaume Couderc

CENTRAFRIQUE

La mission de haut niveau UA-CEEAC-ONU repart confiante

Le sous-secrétaire général des Nations unies pour les opérations de maintien de la paix, Jean-François Lacroix, le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui et le président de la Commission de la Communauté économique de l'Afrique centrale (CEEAC), Gilbert de Pottier, se sont rencontrés à Brazzaville, le 20 octobre, pour discuter de la mission de haut niveau UA-CEEAC-ONU.

À l'occasion de leur séjour de travail en RCA, les chefs de mission de l'UA, la CEEAC et l'ONU ont rencontré le président Faustin Archange Touadra, les leaders religieux et les représentants de la société civile, y compris les groupes armés pour écouter ce qui retentit la mise en œuvre de l'accord de paix, et échanger sur le processus électoral.

Le mandat de la Commission de la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA) est que « tous les citoyens puissent concevoir en toute sérénité leur destin sans le regard de la loi et dans le respect d'autrui. Chaque être humain a le droit d'exprimer son point de vue politique, mais à travers les voies et procédures prévues ».

Sur la question des élections de la Coalition de l'opposition démocratique 2020 (COD-2020) face aux gouvernements d'instabilité et de déstabilisation, Smail Chergui a déclaré qu'il est en « dialogue avec nous ». « Nous avons vu que plus personne ne demande ni le report ni un boycott quelconque des élections », a-t-il déclaré.

Depuis l'accord pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (RCA), le secrétaire général adjoint aux opérations de paix, à quel kit, indiquant qu'il y a eu des avancées. « Nous percevons également une certaine confiance de la part des citoyens », a dit Jean-François Lacroix. Cependant, à l'instar des personnes avec lesquelles l'entretien des élections se poursuit par la bonne marche du processus, le président de la Commission de la Communauté économique de

l'Afrique centrale, Gilbert de Pottier, a déclaré que la sous-région refuse que son droit au peuple centrafricain ait droit de voter et de voter en paix. Selon lui, les messages qui sont continuellement à un climat apaisé sont essentiels pour le peuple centrafricain. D'ailleurs, a-t-il rappelé, « la situation en RCA sera à l'apogée de la prochaine conférence des chefs d'Etat d'Afrique centrale », notant à l'issue de laquelle une déclaration sera faite sur la situation dans le pays ».

Le processus électoral au cœur de la mission

Les administrations des pays de la sous-région, par ailleurs membres de l'UNEP-CEAC, le CEAC et les groupes armés ont également échangé avec la délégation. Avec des membres du gouvernement, ainsi qu'avec le ministre de la Défense, Marie-Noëlle Koyama, assistant l'ancien du Premier ministre pour la réconciliation, les échanges ont essentiellement porté sur l'UNEP-CEAC et les prochaines élections. À cet effet, le ministre a déclaré qu'il est « prêt à discuter de tout ce qui est nécessaire pour garantir la confiance des citoyens ». « Nous avons vu que plus personne ne demande ni le report ni un boycott quelconque des élections », a-t-il déclaré.

Le mandat de la communauté internationale à la RCA a été défini, et la contribution des différents acteurs du processus électoral a été clarifiée. « Nous avons vu à quel point un effort géométrique de partenariat est adopté dans les différents pays de l'Accord de paix », a dit le sous-secrétaire général pour les opérations de maintien de la paix.

d'ONU d'ouvrir un accès immédiat pour l'entretien des élections », a dit le sous-secrétaire général Chergui.

Pour sa part, le président de l'Assemblée nationale, Laurent Nguéza Nguéza a souligné la nécessité de créer un cadre sécuritaire favorable à la libre circulation des candidats en période de campagne. A cet effet, il a dit que la confiance de l'Union des Forces démocratiques et populaires (UFD) est essentielle.

Les représentants de la classe politique, considérée comme le principal acteur du processus électoral, ont, lors de leur partage leurs expériences du climat socio-politique et sécuritaire, à la veille des élections générales. Avec l'opposition, les interventions ont principalement tourné autour de la sécurisation du processus électoral et de son intégrité, sur le rôle des médias ainsi que sur la communication des données électorales.

La mission UA-CEEAC-ONU a également rencontré les leaders locaux et la société civile centrafricaine, avec qui, elle a échangé sur la Covid-19, les élections, les relations locales sur le genre, la contribution des femmes aux différents aspects de la sécurité, etc.

Smail Chergui